

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2015/27056]

7 MAI 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant diverses dispositions du Livre II du Code de la Fonction publique wallonne, l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2012 réformant le régime des mandats des fonctionnaires généraux des services du Gouvernement et de certains organismes d'intérêt public dépendant de la Région wallonne et l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles International

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié en dernier lieu par la loi spéciale du 6 janvier 2014 ;

Vu l'accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-capitale créant une entité commune pour les relations internationales de Wallonie-Bruxelles, conclu le 20 mars 2008, article 4 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2012 réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux des services du Gouvernement et de certains organismes d'intérêt public dépendant de la Région wallonne ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles International ;

Vu le rapport du 4 mai 2015 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 24 février 2015 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 26 février 2015 ;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 26 février 2015 ;

Vu le protocole n° 670 du Comité de secteur n° XVI, établi le 20 mars 2015 ;

Vu l'avis 57.339/2 du Conseil d'Etat, donné le 27 avril 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 341/7, § 2, alinéa 5, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 février 2014, les mots « au plus tôt un an après la date de l'examen » sont supprimés.

Art. 2. Dans l'intitulé de la section 5 du chapitre II du titre II du livre II du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2012, les mots « Plan opérationnel » sont remplacés par les mots « Contrat d'administration ».

Art. 3. L'article 346 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2012, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 346. § 1^{er}. Un contrat d'administration est établi pour les services du Gouvernement et pour chaque organisme conformément à l'article 346/2.

Le contrat d'administration incluant une planification stratégique à cinq ans comprend au minimum :

- 1° une description des missions ;
- 2° une analyse de l'environnement et des principaux acteurs ;
- 4° les objectifs stratégiques et opérationnels ;
- 5° les projets stratégiques ;
- 6° l'affectation des moyens budgétaires et des ressources logistiques et liées aux technologies de l'information et de la communication ;
- 7° les modalités de fonctionnement entre le Gouvernement et les services du Gouvernement ou l'organisme ;
- 8° les modalités de communication externe ;
- 9° les plans de personnel et les organigrammes visés à l'article 11 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne seront annexés au contrat d'administration.

§ 2. Le Comité stratégique s'appuie sur le vademecum adopté par le Gouvernement wallon pour rédiger le contrat d'administration. »

Art. 4. Dans le même arrêté, sont insérés les articles 346/1 à 346/6 rédigés comme suit :

« Art. 346/1. § 1^{er}. Dans les six mois de la désignation des mandataires des rangs A1 et A2, le Comité stratégique transmet un projet de contrat d'administration au Gouvernement.

§ 2. Le Gouvernement et le Comité stratégique négocient le projet de contrat d'administration.

§ 3. Dans les douze mois de la désignation des mandataires, le Gouvernement adopte le contrat d'administration.

Art. 346/2. Chaque année, après le vote du budget par le Parlement, le Comité stratégique transmet un rapport de suivi du contrat d'administration au Gouvernement par l'intermédiaire du Ministre de la Fonction publique.

Ce rapport présente :

1° l'évolution de l'atteinte des objectifs et des projets stratégiques ;

2° les nouveaux risques identifiés par rapport à la mise en œuvre du contrat ;

3° les propositions de modification du contrat d'administration.

Le rapport assure la cohérence entre le contenu du contrat d'administration et le budget voté pour l'année.

Art. 346/3. Le Gouvernement et le Comité stratégique, à la demande d'une des deux parties, peuvent modifier le contrat d'administration selon une procédure fixée dans le vademecum.

Un délai minimum de six mois doit s'écouler entre deux modifications.

Art. 346/4. Le contrat d'administration prend fin par la conclusion d'un nouveau contrat d'administration selon la procédure visée à l'article 346/1.

Au plus tard six mois avant l'expiration du contrat d'administration, le Comité stratégique soumet au Gouvernement son évaluation du contrat et de sa mise en œuvre. Il y joint ses recommandations pour l'établissement du prochain contrat d'administration.

Art. 346/5. S'agissant des organismes d'intérêt public de la catégorie A au sens de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, pour la lecture des articles 346 à 346/4, par « Comité stratégique », il faut entendre « le ou les fonctionnaires dirigeants », et pour la lecture de l'article 346/2, alinéa 1^{er}, par « Ministre de la Fonction publique », il faut entendre « le ou les Ministres fonctionnellement compétents ».

Les organismes d'intérêt public de la catégorie B au sens de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public sont dispensés de l'établissement d'un contrat d'administration. Dans les six mois qui suivent leur désignation, les mandataires des organismes d'intérêt public de la catégorie B établissent un plan d'administration, en lien avec le plan d'entreprise de l'organisme, qui décrit les activités et projets concrétisant les objectifs du contrat de gestion. Le plan d'administration est valable pour une durée de deux ans ; il est approuvé par l'organe de gestion, puis par le Gouvernement.

Art. 346/6. Les mandataires nommés à titre temporaire dans un emploi d'inspecteur général rédigent un contrat d'objectifs. Le contrat d'objectifs met en œuvre la lettre de mission et s'inscrit dans le cadre du contrat d'administration.

L'inspecteur général établit le contrat d'objectifs dans les trois mois de sa désignation. Le contrat d'objectifs est approuvé par le supérieur hiérarchique, après concertation au sein du Comité de direction.

Le contrat d'objectifs est établi sur la base d'un modèle adopté par le Gouvernement, sur proposition du Collège des fonctionnaires généraux dirigeants. Le contrat d'objectifs est un document synthétique établi sur la base d'éléments mesurables.

Le contrat d'objectifs est réexaminé et, le cas échéant, adapté dans les trois mois de toute modification du contrat d'administration.

En cas de désaccord entre le supérieur hiérarchique et l'inspecteur général sur le contenu du projet de contrat d'objectifs, le ou les Ministres fonctionnels adoptent définitivement le contrat d'objectifs. A défaut d'accord, le dossier est évoqué au Gouvernement.

Chaque année, après le vote du budget au Parlement, l'inspecteur général transmet un rapport de suivi du contrat d'objectifs au supérieur hiérarchique. »

Art. 5. Dans l'article 347 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « plan opérationnel » sont chaque fois remplacés par les mots « contrat d'administration » ;

2° et les mots « à l'article 346 » sont chaque fois remplacés par les mots « respectivement par les articles 346/1 et 346/6 ».

3° les mots « du plan ou » sont supprimés ;

Art. 6. L'article 356 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2012, est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le Gouvernement wallon évalue le mandataire de rang A1 ou A2 deux ans après la désignation du mandataire et dans le courant de la dernière année de la législature.

Le ou les Ministres fonctionnels évaluent le mandataire du rang A3 deux ans après la désignation du mandataire et dans le courant de la dernière année de la législature.

§ 2. L'évaluation porte sur le niveau de réalisation des missions de gestion et des objectifs, ainsi que sur les prestations concrètes résultant des objectifs stratégiques et opérationnels qui répondent à la lettre de mission et au contrat d'administration ou au contrat d'objectifs ou au contrat de gestion et plan d'administration pour les mandataires des organismes d'intérêt public de la catégorie B au sens de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

L'évaluation se base sur le rapport de suivi annuel. A la demande du ou des Ministres fonctionnels, le Ministre de la Fonction publique peut demander un rapport complémentaire au mandataire.

Pour le mandataire du rang A3, l'évaluation s'appuie également sur un rapport d'évaluation réalisé par le supérieur hiérarchique.

§ 3. Si un élément contenu dans le rapport visé au paragraphe 2, alinéa 2, ou toute autre circonstance dûment mentionnée le justifient, le ou les Ministres fonctionnels décident qu'une évaluation supplémentaire est effectuée au cours du mandat ».

Art. 7. L'article 357 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 septembre 2012, est remplacé par ce qui suit :

L'évaluation fait l'objet d'une des mentions suivantes :

1° « favorable » : lorsque les missions de gestion et les objectifs stratégiques et opérationnels contenus dans la lettre de mission et dans le contrat d'administration, le contrat d'objectifs ou le plan d'administration, dont le mandataire est responsable, coresponsable ou contributeur, mais dans cette dernière hypothèse uniquement pour sa contribution, ont soit été suffisamment réalisés quantitativement et qualitativement et dans les délais prévus, soit n'ont pas été suffisamment réalisés ou dans les délais prévus mais qu'il apparaît, sur base des éléments de justification présentés par le mandataire, que cette situation est due à des circonstances imprévisibles ou à des éléments extérieurs qui ne lui sont pas imputables ;

2° « réservé » : lorsque les missions de gestion et les objectifs stratégiques et opérationnels contenus dans la lettre de mission et dans le contrat d'administration, le contrat d'objectifs ou le plan d'administration, dont le mandataire est responsable, coresponsable ou contributeur, mais dans cette dernière hypothèse uniquement pour sa contribution, n'ont été que trop partiellement réalisés quantitativement ou qualitativement ou pas dans les délais prévus ;

3° « défavorable » : lorsque les missions de gestion et les objectifs stratégiques et opérationnels contenus dans la lettre de mission et dans le contrat d'administration, le contrat d'objectifs ou le plan d'administration, dont le mandataire est responsable, coresponsable ou contributeur, mais dans cette dernière hypothèse uniquement pour sa contribution, n'ont été qu'insuffisamment réalisés quantitativement ou qualitativement ou pas dans les délais prévus.

Art. 8. Dans l'article 364 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 septembre 2012, les mots « plan opérationnel » sont chaque fois remplacés par les mots « contrat d'administration ».

Art. 9. Dans l'article 12, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2012 réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux des services du Gouvernement et de certains organismes d'intérêt public dépendant de la Région wallonne, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le premier tiret, les mots « des mandataires des organismes » sont remplacés par les mots « du mandataire du grade le plus élevé dans le rang le plus élevé de chaque organisme » ;

2° dans le second tiret, les mots « des mandataires de rang A3 des services du Gouvernement wallon » sont remplacés par les mots « des autres mandataires » ;

3° dans le troisième tiret, les mots « les mandataires des organismes » sont remplacés par les mots « le mandataire du grade le plus élevé dans le rang le plus élevé de chaque organisme » ;

4° dans le quatrième tiret, les mots « les mandataires de rang A3 des services du Gouvernement wallon » sont remplacés par « les autres mandataires ».

Art. 10. Dans l'article 271/7, § 2, alinéa 5, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles International, les mots « au plus tôt un an après la date de l'examen » sont supprimés.

Art. 11. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 7 mai 2015.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
C. LACROIX

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2015/27056]

7. MAI 2015 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung von verschiedenen Bestimmungen des Buches II des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. September 2012 zur Änderung der Regelung der Mandate der Generalbeamten der Dienststellen der Regierung und bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Region unterstehen, und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts des Personals von "Wallonie-Bruxelles International"

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 87, § 3, ersetzt durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 und zuletzt abgeändert durch das Sondergesetz vom 6. Januar 2014;

Aufgrund des Zusammenarbeitsabkommens vom 20. März 2008 zwischen der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt zur Bildung einer gemeinsamen Körperschaft für die internationalen Beziehungen Wallonie-Bruxelles, Artikel 4;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. September 2012 zur Änderung der Regelung der Mandate der Generalbeamten der Dienststellen der Regierung und bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Region unterstehen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts des Personals von Wallonie Bruxelles International;

Aufgrund des Berichts vom 4. Mai 2015, der gemäß Artikel 3, 2° des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund des am 24. Februar 2015 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 26. Februar 2015 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 26. Februar 2015 gegebenen Einverständnisses des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Aufgrund des am 20. März 2015 aufgestellten Protokolls Nr. 670 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des am 27. April 2015 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 2° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 57.339/2 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 341/7, § 2, Absatz 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Februar 2014 werden die Wörter "frühestens ein Jahr nach dem Prüfungsdatum" gestrichen.

Art. 2 - In dem Titel von Abschnitt 5 von Kapitel II von Titel II von Buch II desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. September 2012, werden die Wörter "Operativer Plan" durch die Wörter "Verwaltungsvertrag" ersetzt.

Art. 3 - Artikel 346 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. September 2012, wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"Art. 346 - § 1. Es wird gemäß Artikel 346/2 ein Verwaltungsvertrag für die Dienststellen der Regierung und für jede Einrichtung erstellt.

Der Verwaltungsvertrag, der eine strategische Planung auf fünf Jahre einschließt, beinhaltet mindestens:

1° eine Beschreibung der Aufgaben;

2° eine Analyse der Umfelds und der Hauptakteure;

4° die strategischen und operativen Ziele;

5° die strategischen Projekte;

6° die Zuwendung der Haushaltsmittel und der logistischen und mit den Informations- und Kommunikationstechnologien verbundenen Mittel;

7° die Modalitäten für die Arbeit zwischen der Regierung und den Dienststellen der Regierung oder der Einrichtung;

8° die Modalitäten für die externe Kommunikation;

9° die in Artikel 11 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes erwähnten Personal- und Organisationspläne werden dem Verwaltungsvertrag beigefügt.

§ 2. Der strategische Ausschuss stützt sich auf dem Vademekum, das von der Wallonischen Regierung zur Verfassung des Verwaltungsvertrags angenommen wurde."

Art. 4 - In denselben Erlass werden die Artikel 346/1 bis 346/6 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 346/1 – § 1. Innerhalb von sechs Monaten nach der Bestellung der Mandatsträger der Dienststränge A1 und A2 übermittelt der strategische Ausschuss der Regierung einen Entwurf des Verwaltungsvertrags.

§ 2. Die Regierung und der strategische Ausschuss verhandeln über den Entwurf des Verwaltungsvertrags.

§ 3. Innerhalb von zwölf Monaten nach der Bestellung der Mandatsträger nimmt die Regierung den Verwaltungsvertrag an.

Art. 346/2 – Jedes Jahr übermittelt der strategische Ausschuss nach der Abstimmung in Sachen Haushalt durch das Parlament einen Fortschrittsbericht über den Verwaltungsvertrag durch Vermittlung des Ministers für den öffentlichen Dienst.

Dieser Bericht stellt Folgendes dar:

1° den Fortschritt in Sachen Erfüllung der strategischen Ziele und Projekte;

2° die neuen erfassten Risiken, was die Durchführung des Vertrags betrifft;

3° die Abänderungsvorschläge des Verwaltungsvertrags.

Der Bericht sorgt für die Kohärenz zwischen dem Inhalt des Verwaltungsvertrags und dem für das Jahr verabschiedeten Haushalt .

Art. 346/3 - Die Regierung und der strategische Ausschuss können auf Antrag einer der beiden Parteien hin den Verwaltungsvertrag nach einem im Vademekum festgelegten Verfahren abändern.

Eine Mindestfrist von 6 Monaten muss zwischen zwei Abänderungen abgelaufen sein.

Art. 346/4 – Der Verwaltungsvertrag endet durch den Abschluss eines neuen Verwaltungsvertrags nach dem in Artikel 346/1 erwähnten Verfahren.

Spätestens sechs Monate vor dem Ablauf des Verwaltungsvertrags unterbreitet der strategische Ausschuss der Regierung seine Bewertung des Vertrags und dessen Durchführung. Er fügt ihm seine Empfehlungen für die Erstellung des folgenden Verwaltungsvertrags bei.

Art. 346/5 – Was die Einrichtungen öffentlichen Interesses der Kategorie A im Sinne des Gesetzes vom 16. März 1954 über die Kontrolle gewisser Einrichtungen öffentlichen Interesses ist für die Artikel 346 bis 346/4 unter "strategischem Ausschuss" "den oder die leitenden Beamten" und für Artikel 346/2, Absatz 1 unter "Minister für den öffentlichen Dienst" "den oder die von der Funktion her zuständige(n) Minister" zu verstehen.

Die Einrichtungen öffentlichen Interesses der Kategorie B im Sinne des Gesetzes vom 16. März 1954 über die Kontrolle gewisser Einrichtungen öffentlichen Interesses werden von der Erstellung eines Verwaltungsvertrags befreit. Innerhalb von sechs Monaten nach ihrer Bestellung erstellen die Mandatsträger der Einrichtungen öffentlichen Interesses der Kategorie B einen Verwaltungsplan in Verbindung mit dem Betriebsplan der Einrichtung, der die Aktivitäten und Projekte zur Umsetzung der Ziele des Verwaltungsvertrags beschreibt. Der Verwaltungsplan gilt für eine Dauer von zwei Jahren; er wird durch das Verwaltungsorgan und anschließend durch die Regierung genehmigt.

Art. 346/6 - Die für eine Stelle als Generalinspektor zeitweilig ernannten Mandatsträger verfassen einen Zielsetzungsvertrag. Der Zielsetzungsvertrag setzt die Aufgabenbeschreibung um und erfolgt im Rahmen des Verwaltungsvertrags.

Der Generalinspektor erstellt den Zielsetzungsvertrag innerhalb von drei Monaten nach seiner Bestellung. Der Zielsetzungsvertrag wird von dem hierarchischen Vorgesetzten nach Absprache im Direktionsausschuss genehmigt.

Der Zielsetzungsvertrag wird auf der Grundlage eines von der Regierung verabschiedeten Modells auf Vorschlag des Kollegiums der leitenden Generalbeamten erstellt. Der Zielsetzungsvertrag stellt ein zusammenfassendes Dokument dar, das auf der Grundlage messbarer Elemente erstellt wird.

Der Zielsetzungsvertrag wird neu überprüft und gegebenenfalls innerhalb von drei Monaten ab jeder Änderung des Verwaltungsvertrags angepasst.

Bei Unstimmigkeit zwischen dem hierarchischen Vorgesetzten und dem Generalinspektor über den Inhalt des Entwurfs des Zielsetzungsvertrags verabschiedet bzw. verabschieden der oder die funktionellen Minister endgültig den Zielsetzungsvertrag. Wird keine Einigung erreicht, so wird die Akte bei der Regierung zur Sprache gebracht.

Jedes Jahr übermittelt der Generalinspektor nach Abstimmung des Haushalts im Parlament dem hierarchischen Vorgesetzten einen Fortschrittsbericht über den Zielsetzungsvertrag."

Art. 5 - In Artikel 347 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. September 2012 werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° die Wörter "operative Plan" werden jedes Mal durch die Wörter "Verwaltungsvertrag" ersetzt;

2° die Wörter "in Artikel 346" werden jedes Mal durch die Wörter "jeweils durch Artikel 346/1 und 346/6" ersetzt.

3° die Wörter "des Plans oder" werden gestrichen;

Art. 6 - Artikel 356 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. September 2012, wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"§ 1. Die Wallonische Regierung bewertet den Mandatsträger des Dienstrangs A1 oder A2 zwei Jahre nach der Bestellung des Mandatsträgers und im Laufe des letzten Jahres der Legislaturperiode.

Der oder die funktionellen Minister bewertet bzw. bewerten den Mandatsträger des Dienstrangs A3 zwei Jahre nach der Bestellung des Mandatsträgers und im Laufe des letzten Jahres der Legislaturperiode.

§ 2. Die Bewertung betrifft den Stand der Erfüllung der Verwaltungsaufgaben und der Zielsetzungen sowie die konkreten Leistungen infolge der strategischen und operativen Zielsetzungen, die der Aufgabenbeschreibung und dem Verwaltungsvertrag oder dem Zielsetzungsvertrag oder dem Verwaltungsvertrag und dem Verwaltungsplan für die Mandatsträger der Einrichtungen öffentlichen Interesses der Kategorie B im Sinne des Gesetzes vom 16. März 1954 über die Kontrolle gewisser Einrichtungen öffentlichen Interesses entsprechen.

Die Bewertung stützt sich auf den jährlichen Fortschrittsbericht. Auf Antrag des bzw. der funktionellen Minister(s) kann der Minister für den öffentlichen Dienst vom Mandatsträger einen zusätzlichen Bericht verlangen.

Für den Mandatsträger des Dienstrangs A3 stützt sich die Bewertung ebenfalls auf einen Bewertungsbericht, der von dem hierarchischen Vorgesetzten erstellt wird.

§ 3. Falls ein in dem in § 2, Absatz 2 angeführten Bericht enthaltenes Element oder jegliche sonstige ordnungsgemäß angeführte Umstände dies rechtfertigen, können der oder die funktionellen Minister beschließen, dass im Laufe des Mandats eine zusätzliche Bewertung durchgeführt wird."

Art. 7 - Artikel 357 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. September 2012, wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

Die Bewertung ist Gegenstand eines der nachstehenden Vermerke:

1° "günstig": Wenn die Verwaltungsaufgaben und die strategischen und operativen Ziele, die in der Aufgabenbeschreibung und in dem Verwaltungsvertrag, in dem Zielsetzungsvertrag oder in dem Verwaltungsplan, für welchen der Mandatsträger verantwortlich, mitverantwortlich ist oder zu welchem er beiträgt, aber in letztgenanntem Fall nur was seinen Beitrag betrifft, enthalten sind, entweder ausreichend und innerhalb der vorgesehenen Fristen quantitativ und qualitativ erreicht wurden oder nicht ausreichend bzw. nicht innerhalb der vorgesehenen Fristen qualitativ und quantitativ erreicht wurden, der Mandatsträger jedoch den Nachweis erbringt, dass diese Situation auf unvorhersehbare oder von ihm völlig unabhängige Umstände zurückzuführen ist;

2° "vorbehaltlich": Wenn die Verwaltungsaufgaben und die strategischen und operativen Ziele, die in der Aufgabenbeschreibung und in dem Verwaltungsvertrag, in dem Zielsetzungsvertrag oder in dem Verwaltungsplan, für welchen der Mandatsträger verantwortlich, mitverantwortlich ist oder zu welchem er beiträgt, aber in letztgenanntem Fall nur was seinen Beitrag betrifft, enthalten sind, quantitativ und qualitativ nur zu teilhaft, oder nicht innerhalb der vorgesehenen Fristen erreicht wurden;

3° "ungünstig": Wenn die Verwaltungsaufgaben und die strategischen und operativen Ziele, die in der Aufgabenbeschreibung und in dem Verwaltungsvertrag, in dem Zielsetzungsvertrag oder in dem Verwaltungsplan, für welchen der Mandatsträger verantwortlich, mitverantwortlich ist oder zu welchem er beiträgt, aber in letztgenanntem Fall nur was seinen Beitrag betrifft, enthalten sind, quantitativ und qualitativ nur unzulänglich, oder nicht innerhalb der vorgesehenen Fristen erreicht wurden.

Art. 8 - In Artikel 364 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. September 2012, werden die Wörter "operativen Plans" jedes Mal durch die Wörter "Verwaltungsvertrags" ersetzt.

Art. 9 - Artikel 12, Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. September 2012 zur Änderung der Regelung der Mandate der Generalbeamten der Dienststellen der Regierung und bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Region unterstehen, wird wie folgt abgeändert:

1° in dem ersten Gedankenstrich werden die Wörter "der Mandatsträger der Einrichtung" durch die Wörter "des Mandatsträgers des höchsten Dienstgrads in dem höchsten Dienststrang jeder Einrichtung" ersetzt.

2° in dem zweiten Gedankenstrich werden die Wörter "der Mandatsträger des Dienststranges A3 der Dienststellen der Regierung" durch die Wörter "der sonstigen Mandatsträger" ersetzt.

3° in dem dritten Gedankenstrich werden die Wörter "für die Mandatsträger der Einrichtung" durch die Wörter "für den Mandatsträger des höchsten Dienstgrads in dem höchsten Dienststrang jeder Einrichtung" ersetzt.

4° in dem vierten Gedankenstrich werden die Wörter "die Mandatsträger des Dienststranges A3 der Dienststellen der Regierung" durch die Wörter "die sonstigen Mandatsträger" ersetzt.

Art. 10 - In Artikel 271/7, § 2, Absatz 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Änderung der Regelung der Mandate der Generalbeamten von "Wallonie-Bruxelles International" werden die Wörter "frühestens ein Jahr nach dem Prüfungsdatum" gestrichen.

Art. 11 - Der Minister des öffentlichen Dienstes wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 7. Mai 2015

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

C. LACROIX

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2015/27056]

7 MEI 2015. — **Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van diverse bepalingen van Boek II van de Waalse Ambtenarencode, van het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2012 tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de diensten van de Regering en van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren en van het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratieve en geldelijke statuut van het personeel van "Wallonie-Bruxelles International"**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en laatst gewijzigd bij de wet van 6 januari 2014;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 20 maart 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen van "Wallonie-Bruxelles", inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse ambtenarencode;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2012 tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de diensten van de Regering en van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratieve en geldelijke statuut van het personeel van « Wallonie-Bruxelles-International »;

Gelet op het rapport van 4 mei 2015 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 24 februari 2015;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 26 februari 2015;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 26 februari 2015;

Gelet op protocol nr. 670 van Sectorcomité nr. XVI, opgesteld op 20 maart 2015;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 57.339/2, gegeven op 27 april 2015, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 341/7, § 2, vijfde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 februari 2014, vervallen de woorden "uiterlijk één jaar na de datum van het examen".

Art. 2. In het opschrift van afdeling 5 van hoofdstuk II van titel II van boek II van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2012 worden de woorden "Operationeel plan" vervangen door de woorden "Bestuurscontract".

Art. 3. Artikel 346 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2012, wordt vervangen door hetgeen volgt:

"Art.346. § 1. Er wordt een bestuurscontract opgesteld voor de diensten van de Regering en voor elke instelling overeenkomstig artikel 346/2.

Het bestuurscontract met een strategische planning op vijf jaar, omvat minstens:

1° een omschrijving van de opdrachten;

2° een analyse van de omgeving en van de voornaamste actoren;

4° de strategische en operationele doelstellingen;

5° de strategische projecten;

6° de bestemming van de begrotingsmiddelen en van de logistieke hulpbronnen in verband met de informatie- en communicatietechnologieën;

7° de werkwijze tussen de Regering en de diensten van de Regering of de instelling;

8° de externe mededelingsmodaliteiten;

9° de personeelsplannen en de organogrammen bedoeld in artikel 11 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarenencode zullen bij het bestuurscontract worden gevoegd.

§ 2. Het Strategisch comité baseert zich op het vademecum aangenomen door de Waalse Regering om het bestuurscontract op te maken."

Art. 4. In hetzelfde besluit worden de artikelen 346/1 tot 346/6 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 346/1. § 1. Binnen zes maanden na de aanwijzing van de mandatarissen van de rangen A1 en A2 maakt het Strategisch comité en ontwerp van bestuurscontract aan de Regering over.

§ 2. De Regering en het Strategisch comité onderhandelen het ontwerp van bestuurscontract.

§ 3. Binnen twaalf maanden na de aanwijzing van de mandatarissen neemt de Regering het bestuurscontract aan.

Art. 346/2. Elk jaar na de stemming van de begroting door het Parlement, maakt het Strategisch comité een opvolgingsverslag van het bestuurscontract over aan de Regering door toedoen van de Minister van Ambtenarenzaken.

Dit verslag bevat:

1° de evolutie i.v.m. het bereiken van de doelstellingen en de strategische projecten ;

2° de nieuwe geïdentificeerde risico's t.o.v. de uitvoering van het contract;

3° de wijzigingsvoorstellen van het bestuurscontract.

Het verslag zorgt voor de samenhang tussen de inhoud van het bestuurscontract en de stemming van de jaarbegroting.

Art. 346/3. De Regering en het Strategisch comité kunnen, op verzoek van één van beide partijen, het bestuurscontract wijzigen volgens de procedure vastgelegd in het vademecum.

Er is minstens een termijn van 6 maanden voorzien tussen twee wijzigingen.

Art. 346/4. Het bestuurscontract eindigt door het sluiten van een nieuw bestuurscontract volgens de procedure bedoeld in artikel 346/1.

Uiterlijk zes maanden vóór het verstrijken van het bestuurscontract, legt het Strategisch comité zijn evaluatie van het contract en van zijn uitvoering aan de Regering voor. Hij voegt zijn aanbevelingen daarbij voor het opmaken van het volgend bestuurscontract.

Art. 346/5. Voor de instellingen van openbaar nut van categorie A in de zin van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, moet men voor de lezing van de artikelen 346 tot 346/4, onder "Strategisch comité" "de leidend(e) ambtena(a)r(en)" verstaan, en voor de lezing van artikel 346/2, eerste lid, moet men onder "Minister van Ambtenarenzaken", "de bevoegde vakminister(s)" verstaan".

De instellingen van openbaar nut van categorie B in de zin van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut worden vrijgesteld van het opmaken van een bestuurscontract. Binnen zes maanden na hun aanwijzing maken de mandatarissen van de instellingen van openbaar nut van categorie B een bestuursplan op in verband met het ondernemingsplan van de instelling, dat de activiteiten en de projecten omschrijft waarmee de doelstellingen van het beheerscontract worden uitgevoerd. Het bestuursplan heeft een geldigheidsduur van twee jaar; het wordt eerst door het beheersorgaan goedgekeurd en daarna door de Regering.

Art. 346/6. De mandatarissen die in een betrekking van inspecteur-generaal tijdelijk worden benoemd, moeten een doelstellingencontract opstellen. Het doelstellingencontract zal de opdrachtbrief uitvoeren en past in het kader van het bestuurscontract.

De inspecteur-generaal stelt zijn doelstellingencontract op binnen drie maanden na zijn aanwijzing. Het doelstellingencontract wordt door de hiërarchische meerdere goedgekeurd na overleg binnen het Directiecomité.

Het doelstellingencontract wordt op grond van een door de Regering goedgekeurd model opgesteld op voorstel van het College van de leidende ambtenaren-generaal. Het doelstellingencontract is een samenvattend document opgemaakt op grond van meetbare elementen.

Het doelstellingencontract wordt opnieuw onderzocht en, in voorkomend geval, aangepast binnen drie maanden na elke wijziging van het bestuurscontract.

Als de hiërarchische meerdere en de inspecteur-generaal het oneens zijn over de inhoud van het ontwerp van doelstellingencontract, keuren de vakminister(s) het doelstellingencontract definitief goed. Indien er geen overeenstemming bereikt wordt, wordt het dossier op de regeringsvergadering besproken.

Elk jaar, na de stemming van de begroting in het Parlement, maakt de inspecteur-generaal een opvolgingsverslag van het doelstellingencontract aan de hiërarchische meerdere over."

Art. 5. In artikel 347 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "operationeel plan" worden telkens vervangen door de woorden "bestuurscontract";

2° en de woorden "in artikel 346" worden telkens vervangen door de woorden "respectievelijk door de artikelen 346/1 en 346/6".

3° de woorden "van het plan of" vervallen.

Art. 6. Artikel 356 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2012, wordt vervangen door hetgeen volgt:

"§ 1. De Waalse Regering beoordeelt de mandataris van rang A1 of A2 twee jaar na de aanwijzing van de mandataris en in de loop van het laatste jaar van de legislatuur.

De vakminister(s) beoordelen de mandataris van rang A3 twee jaar na de aanwijzing van de mandataris en in de loop van het laatste jaar van de legislatuur.

§ 2. Deze evaluatie slaat op het niveau van de verwezenlijking van de beheersopdrachten en de doelstellingen, alsook op de concrete prestaties die het resultaat zijn van de strategische en operationele doelstellingen die voldoen aan de opdrachtbrief en het bestuurscontract of aan het doelstellingencontract of aan het beheerscontract en het bestuursplan voor de mandatarissen van de instellingen van openbaar nut van categorie B in de zin van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

De evaluatie is gebaseerd op het jaarlijks opvolgingsverslag. Op verzoek van de vakminister(s), kan de Minister van Ambtenarenzaken aan de mandataris een bijkomend verslag vragen

Voor de mandataris van rang A3 is de evaluatie ook gebaseerd op een evaluatieverslag uitgevoerd door de hiërarchische meerdere.

§ 3. Indien een element in het verslag bedoeld in paragraaf 2, tweede lid, of elk behoorlijk vermelde omstandigheid dit rechtvaardigen, kunnen de vakminister(s) beslissen dat een bijkomende evaluatie moet worden uitgevoerd tijdens het mandaat”.

Art. 7. Artikel 357 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 12 september 2012, wordt vervangen door hetgeen volgt:

De evaluatie is het voorwerp van één van de volgende meldingen :

1° “gunstig”: wanneer de beheersopdrachten en de strategische en operationele doelstellingen opgenomen in de opdrachtbrief en in het bestuurscontract, het doelstellingencontract of het bestuursplan waarvoor de mandataris verantwoordelijk, medeverantwoordelijk of bijdrager is, maar in dit laatste geval uitsluitend voor zijn bijdrage, ofwel voldoende en binnen de voorziene termijnen op kwalitatief en kwantitatief vlak zijn uitgevoerd, ofwel niet voldoende of niet binnen de voorziene termijnen zijn uitgevoerd maar wanneer het op grond van de door de mandataris gegeven rechtvaardigingselementen blijkt dat die toestand te wijten is aan onvoorziebare omstandigheden of aan buitenelementen waarvoor hij niet verantwoordelijk is;

2° “onder voorbehoud” : wanneer de beheersopdrachten en de strategische en operationele doelstellingen opgenomen in de opdrachtbrief en in het bestuurscontract, het doelstellingencontract of het bestuursplan waarvoor de mandataris verantwoordelijk, medeverantwoordelijk of bijdrager is, maar in dit laatste geval uitsluitend voor zijn bijdrage, slechts gedeeltelijk op kwantitatief of kwalitatief vlak of niet binnen de voorziene termijnen zijn uitgevoerd;

3° “ongunstig”: wanneer de beheersopdrachten en de strategische en operationele doelstellingen opgenomen in de opdrachtbrief en in het bestuurscontract, het doelstellingencontract of het bestuursplan waarvoor de mandataris verantwoordelijk, medeverantwoordelijk of bijdrager is, maar in dit laatste geval uitsluitend voor zijn bijdrage, slechts onvoldoende op kwantitatief of kwalitatief vlak of niet binnen de voorziene termijnen zijn uitgevoerd.

Art. 8. In artikel 364 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 september 2012, worden de woorden “operationele plan” telkens vervangen door de woorden “bestuurscontract”.

Art. 9. In artikel 12, eerste lid van het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2012 tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de diensten van de Regering en van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste streepje worden de woorden “de mandatarissen van de instellingen” vervangen door de woorden “de mandataris met de hoogste graad en met de hoogste rang van elke instelling”;

2° in het tweede streepje worden de woorden “de mandatarissen van rang A3 van de diensten van de Waalse Regering” vervangen door de woorden “de andere mandatarissen”;

3° in het derde streepje worden de woorden “de mandatarissen van de instellingen” vervangen door de woorden “de mandataris met de hoogste graad en met de hoogste rang van elke instelling”;

4° in het vierde streepje worden de woorden “de mandatarissen van rang A3 van de diensten van de Waalse Regering” vervangen door de woorden “de andere mandatarissen”.

Art. 10. In artikel 271, § 2, vijfde lid van het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratieve en bezoldigingsstatuut van het personeel van “Wallonie-Bruxelles international” worden de woorden “uiterlijk één jaar na de datum van het examen” geschrapt.

Art. 11. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 7 mei 2015.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
C. LACROIX